

"La proposition de la France - un événement politique" dans Süddeutsche Zeitung (11 mai 1950)

Légende: Le 11 mai 1950, le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung passe en revue les commentaires des responsables politiques et économiques allemands sur le projet français de pool charbon-acier en Europe occidentale.

Source: Süddeutsche Zeitung. Münchner neueste Nachrichten für Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. Hrsg. Friedmann, Werner ; Goldschagg, Edmund ; Schöningh, Dr. Franz Josef; Schwingenstein, August ; Herausgeber Friedmann, Werner. 11.05.1950, Nr. 108; 6. Jg. München: Süddeutscher Verlag. "Frankreichs Angebot - eine politische Sensation", auteur:hd. , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/la_proposition_de_la_france_un_evenement_politique_dans_suddeutsche_zeitung_11_mai_1950-fr-a5a53d7a-690c-4101-9dbe-b0374e4e2b50.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

La proposition de la France – un événement politique

Approbation par l'industrie allemande de l'acier de la fusion avec sa similaire française sur base de l'égalité des droits / Grande surprise de la Grande-Bretagne / Répercussions sur la conférence des ministres des Affaires étrangères

(SZ) La déclaration du ministre des Affaires étrangères, M. Schuman, a été définie mercredi dans presque toutes les capitales comme le plus grand événement politique intervenu depuis des mois, son gouvernement proposant le contrôle de l'ensemble de la production allemande et française de l'acier et du charbon par une autorité commune franco-allemande. Comme nous l'avons déjà rapporté dans notre édition d'hier, le chancelier fédéral Adenauer a décrit le Plan Schuman comme «un pas généreux accompli par la France et son ministre des Affaires étrangères». Cependant, Adenauer a souligné que ce plan, qui constitua surtout une surprise totale pour la Grande-Bretagne, ne fut pas préalablement discuté entre Bonn et Paris; de même, la recommandation du gouvernement fédéral concernant l'approbation par le Bundestag de l'adhésion de l'Allemagne au Conseil de l'Europe n'avait pas de rapport avec l'initiative française.

Hd. Düsseldorf (propre compte-rendu)

L'industrie ouest-allemande de l'acier est très impressionnée par la surprenante proposition du ministre français des Affaires étrangères de réunir les aciéries de la Ruhr et de la Lorraine au sein d'une communauté de collaboration étroite. La proposition du ministre-président, Arnold, de fusionner l'industrie lourde de l'Europe en vue d'un rendement accru, serait manifestement considérée comme judicieuse par les Français.

D'un autre côté, l'opinion prévaut dans le bassin de la Ruhr que le rétablissement de l'égalité des droits de l'industrie allemande de l'acier est indispensable pour réaliser la proposition française. Avant tout, les conditions unilatérales et discriminatoires du statut de la Ruhr devraient être rectifiées. Une augmentation des quotas allemands de l'acier serait la condition préalable la plus importante pour concrétiser le plan français.

Des représentants de quelques importantes aciéries de la Ruhr nous rapportent qu'une collaboration étroite avec l'industrie française lourde correspondrait à leurs aspirations. Malgré l'existence de nombreux points communs, il ne faudrait, en aucun cas, partir d'un statu quo, à savoir, d'un côté, dans le cadre du Plan Monnet, d'une capacité renforcée et élargie de l'industrie lourde française et, de l'autre côté, prendre comme point de départ de la nouvelle alliance une industrie allemande de l'acier considérablement affaiblie par le démantèlement et la limitation de la production. Par la réalisation du Plan Schuman, la France ne pourrait, en aucun cas, s'assurer d'un débouché en Allemagne pour sa production excédentaire en acier.

La grande partie de l'industrie allemande de l'acier aussi se prononce en faveur d'un accord équitable, respectivement en faveur de l'adhésion à un cartel international de l'acier. Avec une insistance particulière, un célèbre industriel de l'acier souligne que la base de la rentabilité des aciéries et laminoirs dans les deux pays est actuellement très divergente. Avec des conditions de départ identiques, une concurrence loyale devrait être le but et - de préférence - une collaboration reposant sur un consensus mutuel. Partant de cette condition préalable, le plan français pourra compter avec la totale approbation des aciéries de la Ruhr. Ces jours-ci, la prise de position officielle sur la proposition française est attendue de la part d'un représentant de premier plan de l'industrie ouest-allemande de l'acier.

Bonn (SZ)

Dans les milieux du Bundestag, l'initiative a été en général saluée. Le président de la fraction CDU/CSU, Heinrich von Brentano, s'est engagé en faveur de négociations immédiates entre les deux gouvernements pour réaliser le Plan Schuman. La confédération syndicale allemande (DGB) estime que le projet de rassembler la production de l'acier et du charbon ne devrait préjuger aucune décision à propos de la situation de propriété de l'industrie ouest-allemande des matières premières.

Faible majorité pour le Plan Schuman

Paris (AP)

Avec 18 voix favorables contre 17, le ministre français des Affaires étrangères, M. Robert Schuman, a obtenu mercredi, à l'Assemblée nationale, l'approbation de la commission pour la politique extérieure sur sa proposition qui vise à mettre en commun les productions de charbon et d'acier franco-allemandes.

Le ministre belge de l'Economie enthousiasmé

Bruxelles (UP)

Le ministre belge de l'Economie, M. Jean Duvieusart, a déclaré à propos de la proposition Schuman relative à la mise en commun des industries lourdes franco-allemandes: «Je suis enthousiasmé par l'idée »

Londres va examiner la proposition

De notre correspondant, Curt Geyer
Londres, 10 mai.

La proposition de M. Schuman a chamboulé l'atmosphère générale de la Conférence de Londres. Ce n'est pas le contenu concret de la proposition mais la manière sensationnelle avec laquelle elle a été soumise au débat qui a suscité la fébrilité dans les rangs du gouvernement anglais. Dernièrement, on a tellement parlé d'un cartel de l'acier franco-germano-belgo-luxembourgeois, que personne n'a été vraiment surpris du fond de la proposition française. Surprenante était, par contre, la manière avec laquelle la France a essayé de s'emparer de l'initiative alors qu'elle avait d'abord tenté d'entraver son développement en s'opposant à la nouvelle loi 75 portant sur la Ruhr.

Le porte-parole du *Foreign Office* a déclaré que le gouvernement anglais a toujours été convaincu que la fin des rancunes entre Français et Allemands constituait la condition *sine qua non* à la paix en Europe. A la lumière de ces considérations, l'Angleterre s'est engagée à examiner la proposition «en tenant compte de toutes ses ramifications et effets à plus long terme». La proposition, tombée tel un coup de tonnerre sur la Conférence de Londres, a suscité la surprise embarrassée de tous, ce qui n'est certes pas passé à la dérobée. Le journal du parti travailliste le *Daily Herald* a décrit la manière avec laquelle la France a soumis sa proposition comme étant difficilement compréhensible. En effet, des sources officielles confirment que le consulat français n'avait informé le gouvernement anglais qu'hier après-midi.

Une explication détaillée de M. Robert Schuman est attendue demain à la conférence des ministres des Affaires étrangères. Des sources officielles nous ont assuré qu'aucune décision ne serait prise à l'issue de cette conférence avant que la proposition ne soit examinée à fond, et avant que les avis ne soient entendus aussi bien par des experts que par les intéressés eux-mêmes, notamment et surtout la fédération sidérurgique britannique (The British Steeltrust). Dans tous les cas, la proposition remet à l'ordre du jour, de manière énergique, l'idée d'ériger l'Europe comme troisième puissance mondiale.

Enfin, il est plus que probable que l'opinion publique anglaise ne soit pas complètement en faveur d'une participation de son pays dans une telle construction, surtout étant donné que les dernières évolutions de l'opinion publique donnent des indications plutôt contraires. Dans la presse, seul le *News Chronicle* a salué la proposition et l'a reçue sans réserve.